



Même si les précédentes échéances électorales ont été, malgré de solennelles déclarations liminaires sur la « priorité à l'éducation », particulièrement décevantes en matière de débats et de propositions sur l'avenir de l'Éducation nationale, on peut espérer qu'il n'en soit pas de même en 2017. C'est que le système est à bout de souffle et en a bien besoin ! Du côté des élèves, les inégalités se creusent, les comportements violents et les incivilités se développent, l'individualisme triomphe. Du côté des enseignants, la dépression le dispute à la colère ; ils souffrent de l'isolement et du manque de soutien de leur hiérarchie, ils se plaignent de l'absence d'une véritable formation continue. Du côté des parents, le « consumérisme scolaire » se développe et les plus favorisés comme les mieux informés recherchent l'école ou l'établissement, la filière, l'option et les langues qui garantiront au mieux l'avenir de leur progéniture ; la concurrence entre l'enseignement public

<sup>1</sup> Professeur émérite en sciences de l'éducation à l'université LUMIERE-Lyon 2.

et l'enseignement privé joue à plein, le nombre d'offices de soutien scolaire, en présentiel ou en ligne, explose, la confiance dans l'institution scolaire s'érode.

Certes, des professeurs font un travail admirable et résistent contre vents et marées. Des équipes pédagogiques se mobilisent autour d'innovations exigeantes. Des partenariats se nouent entre éducateurs, artistes, artisans, professionnels de tous les domaines, pour élaborer des projets qui permettent, tout à la fois, d'apprendre et de créer, de découvrir, de comprendre et de transformer le monde. Mais, de toute évidence, l'institution, dans son ensemble, peine à relever les défis de notre temps. Elle peine à réduire les fractures de notre société ; elle peine à introduire ces espaces de décélération qui sont si essentiels pour le développement d'un sujet et la construction de la pensée ; elle peine à former nos enfants à résister à toutes les formes de simplification intellectuelle, de repli identitaire, de radicalisation idéologique ; elle peine à faire accéder tous les élèves à la maîtrise de la langue écrite qui est, aujourd'hui, la condition de leur émancipation ; elle peine à les introduire dans une culture qui, tout à la fois, les libère de leurs préjugés et les unisse au-delà de leurs différences.

Face à cela, les réponses politiques s'organisent, à droite et dans une large partie de l'opinion publique, autour de la question de l'autonomie des établissements. Tout se passe, en effet, comme si c'était un « remède miracle » : laissons les directeurs et chefs d'établissement recruter leur personnel ; laissons les parents choisir leur école, laissons les écoles décider de leurs méthodes pédagogiques... et la « régulation » ainsi créée permettra, tout à la fois, d'avoir des équipes pédagogiques mobilisées, des parents parties prenantes, des élèves ayant, enfin, un véritable sentiment d'appartenance à leur institution et mesurant la chance d'y être accueillis. Une saine émulation ferait le reste : nul besoin de réformes permanentes pour élever le niveau, la concurrence y pourvoira... En perspective la formule déjà ancienne du « chèque éducation » jadis proposée par Alain Madelin : donnons aux parents, pour chacun de leurs enfants, un chèque équivalent aux dépenses annuelles de l'État en matière d'éducation par élève. Les parents ont, ensuite, la liberté d'aller donner leur chèque à l'établissement de leur choix. Les établissements qui recevraient plus de demandes qu'ils n'ont de places auraient, bien sûr, le droit de sélectionner les élèves ou d'augmenter les effectifs des classes...

Peu nombreux, évidemment sont ceux et celles qui énoncent clairement cette perspective, mais c'est bien elle qui est la matrice de la « révolution scolaire » qui nous est proposée. Et, bien sûr, pour éviter le

reproche d'une balkanisation de l'institution, on répète à l'envi que, même avec un maximum d'autonomie des établissements, « l'École est un lieu où l'État exerce son autorité ». Comment ? En imposant des contenus au fort pouvoir identitaire et en organisant l'enseignement et le respect scrupuleux de ces contenus. Peu importe, ici, qu'on fasse référence à Vercingétorix ou à Jeanne d'Arc, à Clovis ou à Napoléon, l'essentiel est de construire un « contenant idéologique » suffisamment puissant pour éviter que les forces centrifuges – que la concurrence entre établissements développe considérablement – ne fassent exploser le système : liberté totale des institutions pour organiser la ségrégation clanique dès lors que ce qui identifie l'État et son « monopole de la violence légitime » reconstitue une unité, tout à la fois fantasmatique et efficiente. Fantasmatique mais arbitraire d'abord, parce que choisir que « dès qu'on devient Français, nos ancêtres sont les Gaulois », plutôt que « dès qu'on arrive sur le territoire français, nos ancêtres sont les humains qui ont orné la grotte du Pont d'Arc » est loin d'être innocent. Efficiente mais dangereuse ensuite, parce que l'identification ainsi proposée, loin d'unir nos enfants à l'ensemble des humains et à la Planète, nous enferme dans une tribu, légitimant par avance toutes les guerres tribales possibles...

Jusque-là, les choses sont à peu près claires et l'on peut s'opposer à cette conception de l'École – de la société et de l'humanité – en campant sur les positions humanistes traditionnelles de la gauche... Là où cela devient plus compliqué, c'est quand on observe qu'à gauche même des voix s'élèvent pour réclamer aussi l'autonomie des établissements, mais au nom justement des valeurs humanistes que, pour certains, l'Éducation nationale bafoue : valeurs de coopération tant pour les élèves que les professeurs, valeurs de respect d'autrui et de la nature, valeurs de l'accueil de chacune et de chacun dans sa différence, valeurs de l'accompagnement personnalisé, etc. Le risque est grand alors que s'opère une jonction effective entre libéraux et humanistes, entre ceux qui veulent ouvertement démanteler le service public d'éducation au nom de l'efficacité de la concurrence et ceux qui veulent le libérer au nom du primat de la coopération !

Car c'en serait fini du projet d'une École de la République, porté par Ferdinand Buisson et Jean Macé, Jean Jaurès et Jean Zay, avec le fol et pourtant nécessaire espoir d'une réconciliation des humains à l'horizon de l'éducation. C'en serait fini d'une institution capable de « fabriquer du commun » pour tous nos enfants afin qu'ils puissent construire ensemble un monde plus solidaire. Nous serions condamnés à voir notre institution scolaire se fragmenter sous nos yeux, livrée à la

surenchère de *traders* éducatifs, caporalisée par des communautés rivales, gardiennes jalouses de leurs privilèges et recroquevillées sur leurs marqueurs identitaires, enrôlée, *in fine*, dans un grand marché international des compétences aux mains des industriels du numérique.

Faut-il, pour autant, camper dans le *statu quo* et se contenter, à gauche, comme chez les écologistes, de réclamer plus de postes et d'argent pour l'École ? Je ne le crois pas, tant il demeure un compromis boiteux. Il me semble, au contraire, qu'il faut assumer de construire une École qui soit véritablement jacobine sur ses finalités et radicalement girondine sur ses modalités. À l'inverse, exactement, de ce qui se passe aujourd'hui où l'État est jacobin sur les modalités dont il vérifie la minutieuse exécution par un contrôle technocratique, en étant totalement girondin sur les finalités, laissant, les établissements, au sein même de l'enseignement public choisir celles qui conviennent le mieux à leur clientèle.

Prenons donc partie résolument pour l'autonomie des établissements, mais sans la confondre avec l'indépendance. Exigeons une « autonomie démocratique » et refusons l'« autonomie libérale ». Revendiquons des établissements autonomes, mais dans un « service public » qui reste une véritable institution d'État.

Comment ? Les responsables nationaux doivent fixer, sous le contrôle du parlement, un ensemble de finalités qui s'imposent à tous les établissements et doivent constituer, en sus des programmes nationaux, autant de « chapitres obligés » de leur projet : mixité sociale dans le recrutement, palette d'orientations complémentaires non hiérarchisées, information et accueil des familles, construction d'un cadre éducatif cohérent, travail en équipe des enseignants, entraide entre élèves, formation à la recherche documentaire et à l'usage du numérique, politique artistique et culturelle, mise en œuvre de projets collectifs, différenciation pédagogique, mise en place d'une évaluation par validation des acquis, formation des délégués d'élèves, etc. Ces finalités une fois définies, il reviendrait à chaque établissement de travailler pour élaborer les modalités qui, dans un contexte donné, en fonction des contraintes et ressources locales, pourraient permettre de les incarner.

À partir de là, permettons vraiment aux établissements de travailler de manière « autonome », c'est-à-dire en leur donnant les moyens dont ils ont réellement besoin. Et, pour cela, il n'y a qu'une méthode possible : proportionner la dotation des établissements publics et privés sous contrat – en budget consolidé, c'est-à-dire salaires compris – aux difficultés sociales des élèves qui y sont scolarisés. Plus besoin, alors, d'exhorter à la mixité sociale ! Ajoutons la possibilité donnée aux

établissements – et non aux directeurs – de recruter collectivement leurs enseignants sur des « postes à profil » quand c'est nécessaire et nous aurons alors une autonomie réellement démocratique, à tous les sens du terme.

L'enjeu n'est pas mince. Il est double : redonner à l'École un sens pour la Nation et susciter l'initiative pédagogique des professionnels de terrain. Renforcer l'identité de l'institution scolaire, lui rendre sa promesse, et sortir ses cadres et ses enseignants du processus de prolétarianisation dans lequel ils sont enfermés depuis plusieurs années. Replacer l'État dans son rôle, non pas « régalien » – l'État n'est pas « propriétaire » de la Nation et ne règne pas sur des « sujets » – mais « républicain » – garantissant les valeurs qui unissent les citoyens et leur permettant de les mettre en œuvre. Rendre aux acteurs la responsabilité de leur travail, faire en sorte que, dans le cadre d'un projet national, ils ne soient plus les serviteurs dociles de la « machine école », mais des inventeurs obstinés et heureux de ce qui unit et ce qui libère, de ce qui permet à leurs élèves de s'intégrer et de s'émanciper.